

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE EN 2027 : SE PRÉPARER À L'INATTENDU

RISQUES ET MÉTHODES D'ATTÉNUATION

Quels risques l'Union européenne pourrait-elle bien affronter en 2027 ? Secouée par une agitation interne croissante ainsi que par des développements géopolitiques plus vastes, elle doit redéfinir son rôle sur la scène mondiale tout en renforçant son projet de base. L'intégration s'étant faite à tous les niveaux, les risques sont une préoccupation croissante pour l'Union européenne dans son ensemble. En 2009, le Traité de Lisbonne a créé plusieurs instruments afin de renforcer et de coordonner son action extérieure. Cette politique est cependant confrontée à de graves défis internes et externes qui remettent en question sa capacité à définir et à défendre un intérêt européen à long terme. Les décideurs européens doivent donc analyser les risques et prendre des mesures de précaution.

Ce rapport, rédigé par un groupe de 30 jeunes Allemands, Français et Polonais aux profils et formations professionnelles diverses, présente cinq scénarios sur les risques majeurs menaçant les intérêts de l'Union européenne en matière de politique étrangère.

Ces scénarios font inévitablement l'impasse sur de nombreux risques critiques, soit parce que les décideurs les ont déjà pris en compte, soit parce que les participants ont évalué leur importance de façon trop hétérogène. L'un des défis majeurs a été d'observer les signaux faibles de menaces véritables susceptibles d'être négligées car moins connues ou moins étudiées, ou des risques qu'on ne perçoit plus car faisant partie intégrante de notre vie quotidienne.

Certains scénarios (par exemple celui de « la guerre du sable ») dépassent également notre capacité d'expertise et nécessiteraient des connaissances plus approfondies. En outre, l'étude des interactions possibles entre les scénarios montre que les risques principaux tels que la manipulation de données ou la pénurie de ressources sont des développements lents qui requièrent une surveillance constante. Quant aux scénarios sur la montée du populisme, ils semblent être encouragés par la réalisation d'autres scénarios dans la mesure où les populistes peuvent exploiter tous les impacts négatifs sur la politique étrangère de l'Union européenne.

Dans un monde de propagande et de « fake news » (fausses informations), un combat pour la vérité semble donc émerger ; les auteurs exhortent l'Union européenne et ses États membres à s'engager de manière forte en faveur de plus de transparence et d'une meilleure communication afin de (re)gagner la confiance de leurs citoyens et de leur redonner confiance dans les institutions. C'est une condition préalable essentielle pour préparer des stratégies européennes de résilience comprenant surveillance, prévention et réponses d'urgence face aux cinq risques majeurs identifiés dans ce document. Ce faisant, l'Union européenne renforcera sa capacité à résoudre des problèmes en impliquant les États membres engagés et une société civile autonome.

CYBERATTAQUES SUR LES INFRASTRUCTURES EUROPÉENNES

DÉFINITION

Une cyberattaque désigne tout type de manœuvre offensive visant des systèmes informatiques, des réseaux informatiques et des ordinateurs personnels à l'aide d'actes malveillants provenant généralement d'une source anonyme. Les réseaux étant omniprésents dans notre quotidien, les cyberattaques peuvent être menées aussi bien par des États-nations que par des organisations, groupes ou individus criminels. Selon le contexte, ces attaques peuvent ainsi être qualifiées de cybercampagne, cyberguerre ou cyberterrorisme.

CONSÉQUENCES ET IMPACTS POTENTIELS

- Les cyberattaques conduisent à une série de problèmes allant de la manipulation informatique touchant les infrastructures jusqu'à la perte de leadership et de réputation, en passant par une capacité réduite d'action, des crises humanitaires, économiques et diplomatiques, etc.
- Une cyberguerre menée par un État vise en particulier les infrastructures dans la mesure où cela permet d'influencer les vies de millions de personnes avec peu de ressources.
- Les cibles de choix pour le cyberterrorisme et la cyberguerre en général sont les systèmes de contrôle industriels, les infrastructures financières et énergétiques, les télécommunications, les infrastructures hydrauliques et de transports.

SCÉNARIO

L'économie européenne en péril après un piratage informatique du système financier

Le 1^{er} janvier 2025 aurait dû marquer l'étape finale vers les États-Unis d'Europe avec l'achèvement de l'Union bancaire européenne. Pourtant, des cyberattaques sans précédent sur les marchés financiers ravagent l'Europe et mettent en péril son avenir économique. Les nationalisations précipitées sans coordination ne peuvent empêcher la crise économique qui a suivi, et les responsables politiques restent en désaccord sur la manière de gagner cette guerre et sur les ennemis à combattre.

Les cyberexperts affirment que cette crise couvait depuis des décennies : le marché unique numérique a conduit à une société quasi dématérialisée, et les transferts utilisant la technologie *blockchain* représentent désormais une part essentielle de notre économie et de nos vies quotidiennes. Grâce aux progrès rapides de l'intelligence artificielle, la majorité des actifs sont désormais gérés par des algorithmes. Une augmentation des capacités de cyberguerre entraîne parallèlement de nombreuses vulnérabilités largement sous-estimées.

Les origines de cette crise restent mystérieuses. Les responsables affirment qu'une grande puissance étrangère a infiltré les réseaux bancaires de l'Union européenne et a perturbé les fonds gérés par l'intelligence artificielle et les investisseurs avec des données altérées. Les opérations suicidaires d'achat et de vente qui ont suivi ruinent les acteurs financiers les uns après les autres tandis

que la perte de confiance généralisée conduit à des retraits massifs de dépôts. Le système financier européen s'effondre.

Au sein de l'Union européenne, l'enchaînement de réactions nationalistes fait rapidement échapper la crise à tout contrôle. Une réponse commune et coordonnée au niveau européen fait cruellement défaut, tout comme la solidarité intra-européenne.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- ⇒ Tous les **systèmes informatiques** cruciaux – publics ou privés – doivent être **dupliqués, décentralisés et chiffrés** afin d'améliorer leur résilience face aux cyberattaques. Les administrations doivent développer des plans de sauvegarde hors ligne et analogique ainsi qu'une **expertise de cyberguerre** défensive.
- ⇒ Les **acteurs publics et privés doivent coopérer** plus étroitement **au niveau européen** pour associer la flexibilité du secteur privée à l'autorité juridique des États. Nous devons **améliorer les canaux de communication** et encourager les procédures communes.
- ⇒ Nous avons besoin de **méthodes alternatives de transactions financières** pour éviter la dépendance envers les systèmes traditionnels et adoucir l'impact des disruptions.
- ⇒ Les acteurs publics et privés doivent globalement **moderniser et améliorer les capacités informatiques** et de cyberguerre. Ceci est particulièrement important dans les environnements économiques clés tels que le secteur financier où les *tripwires* intelligents dans les algorithmes financiers devraient déclencher une coupure d'urgence.
- ⇒ Nous avons besoin d'un **leadership européen** pour légiférer dans ce domaine. Cela renforcerait l'Union européenne dans son ensemble.

MONTÉE DU POPULISME DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE

DÉFINITION

Le populisme peut prendre plusieurs formes mais sa base idéologique reste toujours « le Peuple », moralement bon et considéré comme une entité relativement homogène. La place de la politique dans le populisme est claire : elle doit être conduite par « le Peuple » et pour « le Peuple ». Un des autres éléments clé du populisme est la distinction fondamentale entre la société qualifiée de « réelle » et ses « élites », que l'on estime éloignée des préoccupations des « petites gens » et, partant, dans l'incapacité de les représenter politiquement. Le populisme se définit aussi par la distinction souvent opérée face « aux autres », aux immigrés et autres membres des groupes religieux, accusés de menacer la « communauté » nationale.

CONSÉQUENCES ET IMPACTS POTENTIELS

- La circulation des idées populistes et la perte de confiance dans les institutions politiques peuvent attiser l'euroscpticisme et inciter à faire campagne pour quitter l'Union européenne. Cette défiance à l'égard de l'Union européenne s'exprime dans les débats publics et dans les urnes. La fragmentation des médias, les mécanismes de polarisation de l'opinion publique au travers des réseaux sociaux et autres « fake news » accompagnent et renforcent cette tendance.
- L'Union européenne perd en pouvoir normatif (droits de l'homme, État de droit, démocratie, égalité et liberté) et en crédibilité auprès de ses citoyens et sur le plan international.
- Minée de l'intérieur, l'Union européenne perd de son pouvoir de négociation ; les gouvernements préfèrent mener des négociations bilatérales. Son poids et son rôle sur la scène internationale s'en trouvent affaiblis.
- Les stratégies électoralistes qui mettent l'accent sur les problèmes nationaux sont aussi bien le fait de gouvernements populistes que de partis traditionnels. Elles empêchent un débat pourtant opportun sur les intérêts de l'Union européenne et conduisent à la fragmentation et à la paralysie institutionnelle de cette dernière. Ce désintérêt nourrit les critiques populistes.
- La xénophobie se développe et le pluralisme est mis à mal.

SCÉNARIO

Et si les sociaux-démocrates adoptaient certaines idées populistes pour gagner plus de voix ?

2027 : deux ans avant les élections au Bundestag, le parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) redéfinit sa ligne politique suite à sa défaite historique en 2025, où il n'a enregistré que 8 % des voix face à la victoire des partis populistes aux rangs desquels l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) et la « Nouvelle Gauche Autonome ».

Quelle en est la raison ? Les précédentes coalitions n'ont pas concentré leurs efforts sur les défis sociaux et éducatifs. L'Allemagne pâtit d'une conjoncture économique défavorable provoquée par le déclin de l'industrie automobile et la perte de son « leadership » mondial dans les domaines des

technologies et du numérique ; elle doit en outre faire face au vieillissement de sa population et à la hausse concomitante des dépenses en matière de santé et de retraites. La poussée migratoire est toujours forte et les réactions xénophobes gagnent en ampleur.

Dans la plupart des pays européens, ce sont les partis populistes qui occupent le devant de la scène politique et mènent le jeu. Les partis traditionnels ont en effet peu à peu cédé aux pressions exercées aux deux extrêmes de l'échiquier politique et vont jusqu'à appliquer leurs stratégies, comme en témoigne l'adoption par le SPD d'un nouveau programme intitulé « Justice pour les travailleurs allemands » visant à protéger les travailleurs allemands des méfaits et défaillances de la mondialisation et du capitalisme. Ce texte accuse les élites de se servir de l'intégration économique pour exploiter les classes défavorisées et invoque la nécessité du protectionnisme contre la libre circulation des biens et des capitaux. Il prévoit des mesures sociales d'envergure à destination des travailleurs allemands ayant cotisé pendant au moins 15 ans. Le SPD, plaidant pour une souveraineté recouvrée, envisage la sortie de l'Allemagne de la zone euro et des restrictions au droit d'asile à l'instar de ses voisins autrichiens, danois, français et d'Europe de l'Est.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- ⇒ Les administrations doivent œuvrer en faveur de la **démocratie participative** et contribuer à son renforcement en organisant des **conseils citoyens** à l'échelon local. Des citoyens tirés au sort doivent remplacer un pourcentage prédéfini de professionnel(le)s de la politique au sein des assemblées représentatives régionales, tel que le Sénat en France ou le *Bundesrat* en Allemagne.
- ⇒ Les **institutions** nationales et européennes doivent devenir **plus transparentes** en simplifiant l'accès aux sessions des commissions parlementaires (par exemple en les diffusant en direct sur Internet). Un droit de veto sur les nominations gouvernementales doit être concédé aux parlements.
- ⇒ L'Union européenne et les États membres doivent mettre l'accent sur la **formation politique des jeunes** et le développement de leur esprit critique. Les partis doivent encourager une plus grande participation politique des jeunes et veiller à ce que leurs idées soient dûment représentées en leur sein.
- ⇒ La Commission européenne doit **multiplier les programmes d'échanges** de façon à ce qu'au moins 80 % de chaque génération puisse vivre à l'étranger pendant 6 mois.
- ⇒ Les États membres doivent **mener une politique sociale** et l'élargir au niveau européen. L'Union européenne et les États membres doivent diffuser des programmes pour développer les **initiatives transnationales de la société civile** (exemple : « Europe pour les citoyens »)
- ⇒ Les élections européennes doivent inclure des **listes électorales et des programmes transnationaux**.

MIGRATION VERS L'EUROPE

DÉFINITION

Le terme migration désigne le mouvement de personnes d'une région ou un pays vers un autre dans l'intention de s'y installer au moins temporairement. Faute d'une approche migratoire vraiment commune, l'augmentation substantielle de la migration illégale venue d'Afrique est un risque majeur pour la politique étrangère européenne commune.

CONSÉQUENCES ET IMPACTS POTENTIELS

- L'échec du règlement Dublin 3+ (établi en 2019) entraîne des mouvements de réfugiés non coordonnés vers des pays économiquement stables. Les principaux pays d'arrivée tels que l'Espagne, l'Italie et la Grèce manquent de capacités pour gérer l'immigration européenne.
- Les réfugiés se retrouvent bloqués dans les pays d'arrivée ou de transit en raison des contrôles aux frontières au sein de l'espace Schengen. La gestion restrictive des frontières entrave la libre circulation des citoyens européens et représente techniquement la fin de l'accord de Schengen.
- L'échec de la politique étrangère européenne à stabiliser les pays émergents au moyen d'une politique de coopération économique, d'aide humanitaire et de développement accroît le nombre de migrants.
- Le ressentiment envers les étrangers augmente dans l'Union européenne.

SCÉNARIO

2027 : le Nigeria est la nouvelle Syrie

Avec une population estimée à 250 millions, le Nigeria est de loin le pays africain le plus peuplé. En 2050, la population nigériane dépassera celle de l'Union européenne. La moitié de ses habitants auront moins de 15 ans, et des millions d'entre eux feront tout leur possible pour vivre en Europe. Les conflits économiques, ethniques, religieux et politiques se conjuguent à une situation de crise permanente qui entraîne le déplacement d'une large fraction de la population.

L'économie nigériane est en plein déclin, incapable de fournir les emplois indispensables. Plus de 90 % des revenus d'exportation du pays sont liés au pétrole, une ressource naturelle qui perd de la valeur. La croissance non pétrolière stagne depuis des décennies au Nigeria, et prive de perspectives une génération entière de jeunes Nigériens.

Leur périple vers l'Europe les conduit en Libye où la capacité d'accueil des camps de réfugiés est dépassée depuis longtemps. Depuis la faillite politique de l'État libyen, les contrôles opérés aux frontières ne peuvent ni ne veulent plus les retenir. La coopération entre l'Union européenne et les autorités locales s'est arrêtée. Les garde-côtes libyens ont cessé de patrouiller. Par conséquent, des millions de migrants arrivent sur les côtes européennes en Méditerranée.

Ces mouvements de personnes déplacées pèsent lourdement sur les relations intra-européennes et menacent le bon fonctionnement de l'accord de Schengen et du règlement Dublin 3+. Au cours des derniers mois, les pays avec des frontières extérieures ont temporairement cessé de

respecter les mécanismes de Dublin et les migrants ont pu continuer leur voyage au sein de l'Union européenne. L'expatriation vers les pays d'arrivée est suspendue en raison du non-respect répété des standards humanitaires dans les camps d'accueil. La politique migratoire de l'Union européenne a failli et les États membres ont réinstauré un contrôle permanent des frontières : Schengen appartient à l'histoire.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- ⇒ Les États membres doivent activement **renforcer la coopération avec le G5 Sahel**.
- ⇒ L'Union européenne doit **améliorer les moyens juridiques** dont disposent les migrants pour **demande l'asile, un permis de travail ou de résidence** afin de réduire la migration illégale, en octroyant par exemple des visas humanitaires.
- ⇒ L'Union européenne doit **s'attaquer aux causes profondes de la migration** en engageant une politique de développement qui prend en compte le développement économique source d'emploi et d'opportunités pour les jeunes.
- ⇒ Les acteurs politiques de l'Union européenne et des États membres doivent **prendre en compte d'autres motifs de migration** tels que le changement climatique, la criminalité ou les conflits religieux et ethniques.

MONTÉE EN PUISSANCE DE NOUVEAUX ACTEURS ET RÉSEAUX

DÉFINITION

Les nouveaux acteurs sont des réseaux mondiaux émergents et créateurs d'identité ayant soit des objectifs politiques clairs, soit des buts individuels troubles. Ces acteurs sont organisés de manière diffuse et n'ont pas d'entité juridique ni de localisation géographique claire. Cela les rend flexibles, anonymes et souvent difficiles à confronter pour les acteurs traditionnels. On pensera notamment au mouvement hacktiviste international « Anonymous », à l'Organisation non gouvernementale « WikiLeaks » ou encore à l'organisation terroriste Daech. Les nouveaux acteurs et réseaux influencent la politique étrangère européenne de façon variable et imprévisible.

CONSÉQUENCES ET IMPACTS POTENTIELS

- Ils ont un impact sur l'opinion publique et sont capables d'altérer des infrastructures essentielles.
- Ils peuvent à la fois ébranler les institutions démocratiques et représenter de nouvelles opportunités pour les partis ou mouvements d'opposition dans les pays autoritaires.
- Étant donné que les réseaux agissent mondialement et ne peuvent être localisés, ils représentent une menace aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire de l'Union européenne. La ligne de démarcation entre politique intérieure et étrangère devient floue et les responsabilités sont difficiles à attribuer. En outre, la complexité et l'imprévisibilité des réseaux empêchent une réponse de crise traditionnelle.
- Les réseaux ne respectent pas l'État de droit et les systèmes de justice traditionnels. Les instruments juridiques traditionnels deviennent inutiles. Les instruments politiques adéquats sont insuffisants et empêchent toute réaction rapide.
- Les infrastructures essentielles des États membres (transports, énergétiques, hydrauliques et numériques) sont particulièrement en péril.
- À long terme, les États perdent leur capacité de réponse, leur souveraineté nationale et leur légitimité démocratique. Cela affaiblit la cohésion économique et sociale et favorise la montée de l'extrémisme. L'Union européenne a encore plus de difficultés à parler d'une seule voix.
- Il est très probable que les nouvelles lois sur les données privées restreindront encore plus les libertés civiles.

SCÉNARIO

Les décideurs européens impuissants face aux terroristes tapis dans les profondeurs de l'Internet

Plusieurs attaques terroristes dévastatrices sont menées simultanément dans cinq capitales européennes en février 2027. Aucun réseau terroriste ne les revendique. Les terroristes n'ont, semble-t-il, pas été repérés par les services de police et de renseignement. L'état d'urgence est déclaré et les niveaux d'alerte sont relevés au maximum dans tous les États de l'Union européenne, entravant les routes commerciales et la circulation. Afin de protéger leurs quartiers, les civils créent des milices. Les

auteurs de ces attaques ont utilisé le *darknet* et d'autres moyens de communication anonymes et flexibles. Les institutions responsables sont impuissantes. L'attaque ressemble à celle du 11 septembre 2001 dans sa portée ; c'est un coup de semonce envoyé aux décideurs européens qui doivent s'unir pour combattre des réseaux terroristes nouveaux et plus agiles.

Des années durant, de grandes banques de données publiques ont été manipulées, qui ont entraîné en France une perte historique de données en septembre 2027. L'emploi de logiciels spéciaux a entraîné la modification des données personnelles et chiffrées contenues dans les banques de données du ministère des affaires étrangères français pendant plus de six ans. Les modifications ayant été faites graduellement, l'incident n'a été détecté que récemment. L'intelligence artificielle a apparemment été utilisée pour choisir des changements aléatoires plausibles. Il n'existe plus aucune banque de données fiable car la sauvegarde la plus ancienne datant de 2021 a peut-être été affectée et parce que toutes les banques de données ont fait l'objet d'un traitement numérique en 2018 dans le cadre des efforts de dématérialisation du gouvernement.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- ⇒ **Police et services secrets** doivent **coopérer** au niveau de l'Union européenne et avec des pays tiers.
- ⇒ Les **décideurs** doivent **adapter leur manière de penser** afin d'intégrer les risques potentiels posés par les nouveaux réseaux criminels dans différents domaines.
- ⇒ La politique étrangère européenne doit développer une **expertise plus transdisciplinaire et transnationale** et éviter la fuite des cerveaux.
- ⇒ Les citoyens ont besoin de **formations** pour réagir à des **situations d'urgence** ; il convient également de mettre en œuvre une politique de prévention de la radicalisation, de favoriser l'intégration des minorités, l'inclusion et la mobilité sociale générale.
- ⇒ Les institutions doivent **surveiller** de façon systématique **les activités de réseaux**.
- ⇒ **Les infrastructures numériques** dans les secteurs public et privé doivent être plus **décentralisées**.

DÉPENDANCE ENVERS LES RESSOURCES NATURELLES

DÉFINITION

Les ressources naturelles sont définies ici comme les composants naturels, biologiques et géologiques nécessaires à la satisfaction des besoins fondamentaux des êtres humains et de leurs systèmes socio-économiques. Alors que les pays développés sont les principaux consommateurs de ressources naturelles, ils ne prennent pourtant pas de dispositions concrètes pour développer des alternatives. La répartition inégale des ressources dans le monde place les États membres de l'Union européenne dans une situation de dépendance envers des pays tiers ou des parties prenantes privées.

CONSÉQUENCES ET IMPACTS POTENTIELS

- Survenue de guerres de ressources dont l'intensité et les constellations varient.
- Le mécontentement et le tollé engendrés par la hausse des prix, la destruction d'emplois liée à la disparition des capacités de production et la limitation des produits disponibles dans l'Union européenne s'étendent.
- Les scissions provoquées par des politiques et des négociations unilatérales d'accords commerciaux (ouverts ou cachés) entraînent la fin du marché unique. Plusieurs pays menacent de quitter l'Union européenne.
- La destruction des conditions préalables de production (terrain, installations, expertise, etc.) renforce la dépendance naturelle et autre envers les pays tiers.
- L'exploitation des écosystèmes n'est pas réglementée.

SCÉNARIO

Guerre du sable sur les côtes de l'Union européenne

Il y a peu encore, le sable et le gravier représentaient jusqu'à 85 % de la matière brute extraite dans le monde chaque année. Le sable est fréquemment utilisé pour le béton, les routes, le verre et l'électronique. Les autorités ne le considèrent pas comme une ressource rare, ce qui explique qu'il n'est pas réglementé par les conventions et accords internationaux.

Une forte demande de sable en Asie – particulièrement due à l'urbanisation effrénée en Chine – accroît la pression sur l'Union européenne et les États-Unis pour qu'ils augmentent leur production et leurs exportations. Depuis 2010, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays Bas et la Belgique, qui sont (avec les États-Unis) les principaux producteurs et exportateurs de sable, ont répondu positivement à ces appels et augmenté l'extraction de sable des plages et des berges.

Les autorités locales et les Organisations non gouvernementales critiquent violemment ce mouvement et appellent l'Union européenne à limiter l'extraction de sable. Elles alertent également sur l'impact néfaste sur l'écosystème européen et la sécurité alimentaire des villes dans le monde qui débouche sur une perte de biodiversité, la salinisation des sols et une plus faible résilience des côtes aux tempêtes. Il est donc urgent d'agir et d'adopter la convention du sable des Nations Unies afin de réglementer cette question.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- ⇒ L'Union européenne doit inclure la **souveraineté des ressources** dans sa politique étrangère et considérer les capacités de production agricole comme des ressources stratégiques, voire comme des atouts européens mutualisés.
- ⇒ Nous devons élargir le concept de **multi-diversification** qui englobe aussi les ressources venant de l'Arctique et de l'espace : bouquet de ressources, utilisation des matières premières afin d'éviter que les lobbies ne se concentrent sur une ressource particulière, fournisseurs, routes et modes de transport.
- ⇒ Les administrations doivent développer **d'urgence des stratégies démocratiques** et prendre des précautions techniques, logistiques, administratives - voire militaires - afin de devenir aussi résistantes et résilientes que possible. Elles doivent sensibiliser à ce sujet et **accroître la résilience mentale** qui est un facteur majeur pour apaiser nos sociétés hyper-connectées et irritables.
- ⇒ Les gouvernements doivent utiliser les **plateformes internationales de réglementation** et inclure tous les acteurs internationaux afin de trouver un **consensus mondial viable**. Confiance mutuelle et compromis sont des éléments essentiels.
- ⇒ L'Union européenne doit envisager de **faire de la biodiversité un bien public** et créer un catalogue des espèces vivantes et actuellement en voie de disparition.
- ⇒ Nous devons privilégier **une consommation énergétique plus consciente**.
- ⇒ Les mesures internes prises au sein des pays de l'Union européenne doivent promouvoir **l'efficacité** et le **recyclage des ressources**. La fixation d'objectifs communs de recyclage est susceptible de produire de meilleurs résultats qu'une approche réglementaire.

LES AUTEURS

Marysabelle Cote | Vivien Croes | Jakobine von Freytag Loringhoven | Daniela Heimpel
 Hendrik Herkert | Kristina Karnahl | Klemens Kober | Malwina Ewa Kołodziejczak | Corinne
 Kowalski | Aneta Krzyworzeka-Jelinowska | Jacek Kubera | Benjamin Kurc | Agnieszka
 Lichnerowicz | Hanna Luczkiewicz | Maia Mazurkiewicz | Katarzyna Nowicka | Nina
 Ohlmeier | Sophie Pornschlegel | Adam Konrad Puczejda | Lorraine Puzin | Raphael Rauch
 Robert Riemann | Jean Michel Romano | Chloé Saby | Max Schulze | Cara Catharina Stauss
 Charles Thépaut | Pawel Zerka

EDITION Katja Borck | Cerfa, IFRI
 Julie Hamann | DGAP

TRADUCTION Clémentine Roth
 RELECTURE Isabelle Bonnefond

À PROPOS DU DIALOGUE D'AVENIR FRANCO-ALLEMAND

Créé en 2007, le **Dialogue d'avenir franco-allemand** réunit de jeunes leaders revenant des deux pays pour discuter des questions d'actualités en matière de politique européenne et pour créer un réseau durable. Afin d'ouvrir le dialogue franco-allemand sur les questions européennes, un troisième État membre de l'Union européenne a été visité depuis 2014. En 2017, le Dialogue d'avenir s'est rendu en Pologne.

Au cours d'un *foresight workshop* durant les trois séminaires à Nantes, à Nuremberg et à Varsovie, les participants ont réalisé une **analyse des risques pour la politique étrangère de l'Union européenne**. Johannes Gabriel (*Foresight Intelligence*) a dirigé le *workshop*. Le séminaire à Varsovie a été soutenu par le *Polish Institute of International Affairs (PISM)*.

Vous trouverez plus d'information sur le site de notre projet : www.zukunftsdialog.eu/fr.



Le programme est organisé par le Comité d'études des relations franco-allemandes (**Cerfa**) à l'Institut français des relations internationales (**IFRI**) et l'Institut allemand de politique étrangère (**DGAP**) en coopération avec et grâce au soutien généreux de la **Fondation Robert Bosch**.